

RAPLEY, John, *Globalization and Inequality. Neoliberalism's Downward Spiral*, Boulder, CO, Lynne Rienner, 2004, 193 p.

Gabrielle Lachance

Volume 36, Number 4, décembre 2005

La redéfinition de la puissance américaine

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/012450ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/012450ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachance, G. (2005). Review of [RAPLEY, John, *Globalization and Inequality. Neoliberalism's Downward Spiral*, Boulder, CO, Lynne Rienner, 2004, 193 p.] *Études internationales*, 36(4), 588–591. <https://doi.org/10.7202/012450ar>

commun orthodoxe, mais souligne l'instrumentalisation des discours nationalistes par les acteurs).

On trouve des imprécisions ou des aspects perfectibles dans cet ouvrage, comme dans tous les autres. Ainsi, l'orthographe de noms de chefs d'État ou de gouvernement, comme *Kroutchev* pour Khrouchtchev, répété à plusieurs reprises, laisse penser à une relecture hâtive, de même que Enver *Hodxa* en lieu et place de Hoxha. Dans un autre registre, dans le différend gréco-macédonien, l'auteur semble accepter la thèse grecque selon laquelle les Macédoniens de l'Antiquité parlaient un dialecte grec, constituaient donc un peuple grec, et que, partant, l'héritage macédonien antique, dans son ensemble, appartient à la Grèce ; or, cette interprétation, qui est partisane, demeure sujette à débat, car, si la cour de Philippe II et d'Alexandre parlait la langue commune grecque – *ἑϊίΠ* (koinè) – la langue macédonienne de l'époque s'apparentait plutôt au thrace ancien et à l'illyrien, selon plusieurs historiens et linguistes. Mais ce sont là des points de détail, qui n'enlèvent rien à la qualité de l'analyse, pas plus que la prise de position finale de l'auteur, en conclusion, ne saurait relativiser la portée de son essai. En effet, M. Bertrand conclut que les accords de paix fondés sur la partition – Inde/Pakistan, Bosnie, Chypre, pour n'en nommer que quelques-uns – ne sont que des machines à fabriquer des ennemis, en consacrant une division ethnique là où elle n'existait pas nécessairement avant l'avènement des discours nationalistes. On peut comprendre sa position ; y a-t-il d'autres solutions ?

Un seul regret, à la lecture de cet ouvrage, mais l'auteur n'y est pour rien : avec les développements récents à Chypre (référendum du 23 avril 2004 sur le plan de paix de l'ONU, rejeté par la partie grecque mais approuvé par la partie turque ; entrée de la République de Chypre dans l'Union européenne ; rebondissements dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union), la dernière partie est quelque peu incomplète, mais constitue une excellente grille de lecture des événements actuels. Un excellent ouvrage donc, tant pour la qualité des informations présentées, que pour leur traitement et leur portée théorique sur l'origine des conflits nationaux.

Frédéric LASSERRE

*Département de géographie et
Observatoire de recherches internationales sur l'eau
HEI, Université Laval, Québec*

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

Globalization and Inequality. Neoliberalism's Downward Spiral.

*RAPLEY, John. Boulder, CO, Lynne Rienner,
2004, 193 p.*

On peut se demander ce qu'un autre ouvrage sur la mondialisation peut apporter de neuf. Une recherche de ce thème sur le moteur *Google* donne 878 000 titres en français et 4 600 000 en anglais. Comme le phénomène évolue rapidement, les études émanant de diverses disciplines permettent une mise à jour de ses tenants et aboutissants. Il est intéressant de noter que le dernier Forum économique mondial de Davos a retenu comme principaux thèmes de discussion, non pas l'économie mon-

diale et la libéralisation des échanges, mais la pauvreté, la mondialisation équitable et le changement climatique. Cela s'apparente davantage à des thèmes chers au Forum social mondial de Porto Alegre. Ce dernier aurait-il influencé à ce point les responsables économiques et politiques réunis à Davos ? Serait-ce plutôt, comme nous le verrons dans ce volume, que les défenseurs de la libéralisation ont enfin compris, devant l'échec évident du modèle néolibéral, qu'il leur fallait « s'adapter ou mourir » (p. 165) ?

Comme amorce, l'auteur évalue l'impact de la mondialisation néolibérale sur les modèles de distribution du revenu dans le monde et montre comment cela a affecté la stabilité politique tant à l'échelle nationale que mondiale. Pour ce faire, il utilise le concept de régime politique (basé sur des normes) plutôt que celui d'institution (plus spécifiquement l'État-nation) et opine que, pour être fonctionnel, un régime doit non seulement avoir une stratégie d'accumulation du revenu mais aussi une stratégie de distribution. Il considère cette dernière comme la clé du processus, car lorsque le peuple *croit* que les élites le privent de ce qu'il considère être une *juste part* des ressources de la société, il peut saper leur pouvoir et même le détruire.

L'auteur aborde ensuite le rôle prépondérant que les élites jouent dans la constitution du pouvoir économique et politique d'une société. Il étudie plus particulièrement trois régimes de la période d'après-guerre qui ont émergé de l'État-nation vu comme l'expression politique du capitalisme moderne : l'État-providence,

l'État « développementaliste » et le communisme. Il estime que ce sont les crises survenues dans ces régimes vers la fin du 20^e siècle qui ont permis la mise en place de politiques néolibérales par des élites politiques liées étroitement au pouvoir économique. Il constate que si la stratégie d'accumulation du régime néolibéral a eu un grand succès, celle d'une distribution trop inégale a conduit à une crise.

Le troisième chapitre aborde la question culturelle car, en plus de leurs besoins matériels, les êtres humains ont des besoins d'ordre culturel : la connaissance, les symboles, les valeurs, les arts, etc. Les régimes d'après-guerre, favorisés par une croissance soutenue, ont étendu leur rôle de pourvoyeur et favorisé le développement de valeurs collectives. Toutefois, les crises économiques des années 1970 ont amené les individus à se centrer sur leurs besoins propres en même temps que le néolibéralisme naissant encourageait l'individualisme, le matérialisme, la concurrence et la consommation à outrance. Les changements de régimes ayant correspondu à des modifications culturelles, on peut présumer qu'une équation existe entre la stabilité d'un régime et sa stabilité culturelle.

Le modèle de régime néolibéral a pris son essor au Chili, en 1973, avec des économistes chiliens issus de l'Université de Chicago ou influencés par ses théories. De là, il s'est étendu aux pays du premier monde, du tiers monde et, après la chute du mur de Berlin, à ceux de l'ex-bloc soviétique. Les politiques néolibérales ont favorisé la mondialisation et ont entraîné dans leur

sillage des changements économiques, politiques et sociologiques. En effet, malgré un progrès économique sans précédent, le fossé continue de s'agrandir entre riches et pauvres tant au niveau des individus que des pays; le rôle de l'État change et s'amoindrit; de nouvelles formes d'identité apparaissent face à une culture dominante envahissante. Parce qu'il ne s'attaque pas aux causes qui y sont sous-jacentes, le régime néolibéral n'arrive pas à résoudre les crises laissées par les régimes antérieurs; il peut même en anticiper de nouvelles.

Les manifestations de crise au sein des régimes néolibéraux mis en place au cours des quelque vingt dernières années ne se sont pas fait attendre. L'appauvrissement et une marginalisation accrue d'une fraction toujours plus importante de la population ont suscité l'émergence et l'essor de mouvements fondamentalistes issus de diverses tendances religieuses. Pour les classes populaires de plus en plus affaiblies, ces mouvements ont représenté une réponse à leurs malheurs; dans bien des cas, ils leur ont fourni et fournissent encore argent et services sociaux. Toutefois, malgré l'existence de ce pouvoir parallèle, l'État-nation ne semble pas en voie de disparition mais le mauvais fonctionnement du néolibéralisme pourrait l'y conduire.

Les tensions découlant de la crise du néolibéralisme dans les pays du tiers monde ont inévitablement fait surface dans les pays riches. C'est ainsi que la faillite asiatique de 1997 a été la première annonce d'une crise qui s'est généralisée et a culminé à l'automne 2001 avec le krach de la Bourse de New York. Ce dernier a

entraîné une récession économique dont les conséquences demeurent une croissance lente et à long terme et un écart de richesse grandissant. Si le démantèlement du régime de distribution a servi le régime d'accumulation avec comme résultat ce qui semble être le plus gros boom économique de l'histoire, par contre, la crise de distribution a occasionné une crise d'accumulation qui a affaibli le régime néolibéral.

L'auteur conclut à l'instabilité de ce régime parce qu'il est fondé sur une stratégie d'accumulation qui s'appuie sur une stratégie dysfonctionnelle de distribution. Les crises vont donc se multiplier et s'aggraver mais le régime devrait survivre même si de moins en moins d'économistes croient que la libéralisation peut à elle seule réduire l'écart entre riches et pauvres. Pour le remplacer, il faudrait qu'une élite politique mette sur pied un régime capable d'assurer des rapports équitables entre les stratégies d'accumulation et de distribution. Cela devra se concrétiser tant au niveau national que mondial car la mondialisation est irréversible et, de ce fait, interdit tout retour au modèle keynésien antérieur. Dans un premier temps, un investissement majeur de capitaux sera nécessaire pour que le tiers monde se relève des crises qui l'asphyxient et prenne le chemin d'une croissance durable.

La mondialisation néolibérale est un phénomène complexe qui demande d'être analysé sous divers angles pour mieux le comprendre. L'approche de John Rapley est, à cet égard, intéressante. Sa grille d'analyse est originale et apporte un éclairage nouveau et nuancé qui invite à la re-

cherche d'un modèle ajusté à la réalité actuelle et répondant à ses défis. Son étude est poussée, appuyée par des références sûres et des exemples concrets. Le volume contient un appendice, une bibliographie exhaustive et un index. C'est un ouvrage qui suscite la discussion et permet de faire avancer la pensée et sans doute aussi l'action. À lire par tous ceux et celles qui veulent mieux comprendre les bouleversements occasionnés par la mondialisation néolibérale et qui cherchent des réponses appropriées aux situations problématiques qu'elle suscite.

Gabrielle LACHANCE

*Sociologie, option développement
Sainte-Foy, Québec*

**Economic Globalisation.
Social Conflicts, Labour
and Environmental Issues.**

*TISDELL, Clem et Ray Kumar SEN (dir.).
Northampton, MA, Edward Elgard, 2004,
360 p.*

L'interdépendance économique et sociale entre les communautés et les nations du monde est un phénomène qui oriente le développement humain depuis déjà quelques siècles. Par ailleurs, il existe une opinion fort répandue selon laquelle nous sommes témoins d'une recrudescence des processus de mondialisation depuis le début des années 1970. L'accroissement des exportations mondiales exprimé en pourcentage du produit intérieur brut mondial depuis les trente-cinq dernières années est un indicateur qui nous permet de confirmer cette observation. Bien que pour plusieurs économistes, entrepreneurs et politiques la mondialisation puisse être bénéfique aux socié-

tés humaines et conduire à la prospérité et au développement, il ne semble pas que ce soit tous les groupes sociaux ou nations qui en bénéficient à court terme ou à moyen terme et plusieurs conflits et tensions peuvent en résulter.

L'objectif principal de l'ouvrage recensé est de présenter les principaux conflits économiques, sociaux et environnementaux qui émergent de la mondialisation. Les contributeurs de l'ouvrage ont également cherché à identifier les changements survenus, ou qui pourraient survenir, concernant les marchés du travail et l'environnement dans le contexte de la mondialisation. De plus, une attention particulière a été donnée à l'identification des sources de conflits générés par la mondialisation à la fois au sein des nations et entre les nations ainsi qu'aux possibilités de résoudre ces conflits.

Composé essentiellement d'études empiriques et économétriques, cet ouvrage se divise en quatre parties. La première partie dresse une vue d'ensemble et identifie les principaux enjeux des conflits socio-économiques issus de la mondialisation. La deuxième partie traite des attitudes, des perspectives et des bénéfices qui découlent de la mondialisation économique à la fois pour les pays en développement et les pays développés. Ceux-ci diffèrent en leur manière d'appréhender le phénomène. La troisième partie aborde les enjeux des conditions de travail des ouvriers et des conflits de distribution du revenu issus de la mondialisation. Enfin, la quatrième partie traite des enjeux et des impacts environnementaux de la mondialisation.